



“120<sup>ans</sup>  
de PENSÉE RÉPUBLICAINE”

Colloque organisé à l'occasion des 120 ans d'HEIP

le 1<sup>er</sup> OCTOBRE 2019 à la MAISON DE L'UNESCO

En partenariat avec la  
REVUE POLITIQUE  
ET PARLEMENTAIRE

COMpte-REndu Du Colloque

Le 1<sup>er</sup> octobre dernier se tenait à l'UNESCO le colloque anniversaire célébrant les 120 ans d'HEIP, l'occasion de revenir sur l'histoire et la genèse de l'école. Mélanie Fabre, auteure de l'ouvrage *Dick May, une femme à l'avant-garde d'un nouveau siècle* rend hommage à la fondatrice de l'École des Hautes Études Sociales qui deviendra plus tard HEIP et salue le parcours extraordinaire d'une femme forte, Jeanne Weill, contrainte de se dissimuler derrière un pseudonyme masculin pour s'imposer dans les réseaux intellectuels de Paris. Un parcours de vie « symptomatique de l'invisibilité des femmes à cette époque » mais qui place Dick May comme l'une des intellectuelles les plus influentes de son siècle.

Arnaud Benedetti, rédacteur en chef de la Revue Politique et Parlementaire, nous rappelle que l'objet républicain est jeune et encore contesté à l'époque de la naissance d'HEIP et de la Revue Politique et Parlementaire. Un seul objectif commun : défendre et inventer la République pour en faire une force vive. C'est dans ce contexte que cette collaboration vieille de 120 ans s'impose entre HEIP et la RPP. L'éducation et la transmission d'un côté, l'analyse et le débat de l'autre, HEIP et la Revue Politique et Parlementaire sont les deux faces d'une même pièce, la défense des valeurs et de l'idéal républicain.

À l'aube d'un éclatement des relations internationales où la parole politique semble de moins en moins respectée, la transmission est devenue un enjeu majeur pour permettre aux générations futures d'appréhender les défis de leur siècle, assurément les plus grands que l'humanité ait connu jusqu'ici. C'est dans ce contexte de croissance d'un monde interdépendant pourtant traversé par des cultures et des religions parfois radicalement opposées que nos intervenants ont tenté d'analyser et de comprendre les relations internationales et les nouveaux clivages politiques dans nos sociétés pour répondre à cette question au centre des préoccupations de HEIP : comment transmettre dans un monde en crise ?

« La chose politique internationale est très fragile ». Le ton est donné et l'avertissement de Maurice Gourdault-Montagne, ambassadeur de France et ancien Secrétaire Général du Quai d'Orsay semble prendre tout son sens dans une période où l'équilibre international est plus que jamais menacé.

Le monde doit répondre à un changement profond et faire face à de nouvelles problématiques bien souvent liées les unes aux autres. « La globalisation rend les peuples de plus en plus interdépendants économiquement » insiste Stéphane Rozès, président de Cap et enseignant à SciencesPo.

Le défi climatique, la question migratoire, la transformation ambivalente numérique qui, salvatrice à certains moments, représente également « un péril majeur pour nos libertés individuelles », la crise de la démocratie représentative... C'est le constat -partagé par nombreux de nos intervenants qu'ils soient journalistes, professeurs, politiques ou responsables d'organisation- que fait Alain Juppé : « Alors que nous pensions nos valeurs occidentales universelles, nous réalisons que nous ne sommes plus le centre du monde et tous ces changements nourrissent des inquiétudes ». Interrogé sur la question climatique, il assurera que le défi climatique ne peut se penser sans la prise en compte de la question démographique : « Si nous n'arrivons pas à accompagner l'Afrique par des investissements massifs, nous ne pourrions pas résoudre le défi migratoire ». C'est également l'avis de Ouided Bouchamaoui, prix Nobel de la Paix 2015, rappelant qu'une majorité des migrants meurent en Méditerranée : « En Tunisie nous subissons le problème libyen qui nous a été imposé ». Le défi migratoire ne peut être résolu que si la communauté internationale en prend acte.

C'est précisément là que réside l'intégralité du problème pour Anne-Cécile Robert, directrice des relations et des éditions internationales au Monde Diplomatique : « S'il y avait une communauté internationale, nous aurions une représentation équilibrée des différents points de vue. En réalité, quand on parle de communauté internationale, c'est de l'Occident dont nous parlons ». La règle du jeu international semble s'effacer, voire disparaître, favoriser par une presse qui, par souci de simplification, pousse à la caricature. Une situation profitant à ces puissances cyniques pourvoyeuses fake news ne respectant plus aucune règle et n'ayant plus comme simple objectif la protection de leurs propres intérêts.

« La politique est fragmentée bien évidemment, parce que la société est fragmentée » - Alain Caillé sociologue et directeur de la Revue du MAUSS

La décomposition du paysage politique et les vieux clivages droite gauche n'expliquent plus la réalité et les angoisses partagées par la population. Selon Adrian Pabst, politologue et professeur à la Kent University, c'est bien à l'échec du libéralisme que nous faisons face aujourd'hui. Un échec fondateur de la recomposition que nous vivons sur la base de nouveaux clivages binaires au milieu desquels le débat ne semble plus avoir sa place : le progressisme et le nationalisme induit par la peur du déclin. Deux politiques qui n'ont pour raison d'être que de s'opposer l'une à l'autre. Un clivage qu'il s'empresse de disqualifier en rappelant que « les leaders populistes sont autant élitiste que cette élite qu'ils dénoncent ».

La fragmentation de la politique touche tous les bords et le mouvement écologique n'y échappe pas. De l'écologie dite réaliste à l'écologie radicale en passant par les marches climatiques aux quatre coins du monde, les défenseurs de l'environnement ne cessent d'augmenter. Pour autant, ce mouvement semble distinguer en son sein des visions irréconciliables. Un constat déploré par Bettina Laville, conseiller d'État honoraire, cofondatrice et présidente du Comité 21 : « La politique a pour objectif de s'occuper du bien commun, nous devons nous en occuper ensemble. Nous sommes tous menacés par le réchauffement climatique et la perte de la diversité. Si jamais la cause écologique continue à être traversée par ces contradictions, nous n'arriverons pas à défendre ce bien commun et donc à faire société ».

Mais alors qu'elle solutions ?

L'écologie - entendons là, la défense de l'environnement – semble être une première réponse apportée par Bettina Laville.

Pour Thibault de Montbrial, avocat du Barreau de Paris, la solution au problème posé est dans la réinvention d'un destin commun pour retrouver de nouvelles raisons de vivre ensemble. « Pour réunir la France, il faut que notre pays assume ses racines gréco-romaines et judéo-chrétiennes et fonde un avenir basé sur l'égalité homme-femme. Il faut se réapproprier le sujet de l'identité, un sujet trop longtemps laissé à l'extrême droite. »

Selon l'ancien Premier ministre, Alain Juppé, la réponse est simple, « la résistance c'est d'abord l'éducation ». Une réponse simple dans sa formulation, souvent difficile à mettre en œuvre mais qui a le mérite de nous mener au cœur de notre sujet : comment transmettre et éduquer dans ce monde en crise ?

La France est 26<sup>ème</sup> au classement PISA qui mesure les connaissances et les compétences acquises par les jeunes et la performance des systèmes éducatifs aux quatre coins de la planète. À cela, ajoutons un manque cruel d'argent dans notre système supérieur qui doit faire face simultanément à la concurrence des écoles privées. Un argent souvent mal employé qui ne permet pas au supérieur d'assurer une éducation de grande qualité. Un constat déploré par Eric Anceau, maître de conférence à Sorbonne Université et directeur de l'axe politique du LabEx EHNE.

Ces deux dernières décennies ont également été traversées par le numérique qui a radicalement changé notre manière d'appréhender l'information, le savoir et l'éducation. La transmission, jusqu'alors verticale, tend à l'horizontalité et l'autorité du maître est de plus en plus contestée. Un constat partagé par l'ensemble des intervenants et qui de manière plus générale, touche également le domaine des sciences. La parole du scientifique, les acquis de la science sont remis en cause et le numérique, nouvel outil formidable d'ouverture au savoir, participe paradoxalement également à sa fragilisation. « Malgré les nombreux progrès du numérique l'éducation nécessite et ne peut se passer de médiateurs » rappelle Catherine Bréchnac, ex-présidente du CNRS et secrétaire perpétuel honoraire de l'Académie des sciences. Une position partagée par Stéphane Rozès : « Le numérique est un outil qui ouvre des possibilités d'innovation si certaines conditions sont respectées en amont, il ne doit pas et ne peut pas se substituer à l'expérience entre le maître et l'élève ».

Le constat est lourd et dur à accepter. L'époque que nous vivons est traversée par des enjeux cruciaux auxquels devront faire face les générations suivantes. La tâche n'est pas mince et peut paraître insurmontable mais Catherine Bréchnac insiste sur l'importance des événements comme celui-ci qui participent à la construction d'une société nouvelle porteuse d'espoir et conclue d'une citation de Friedrich Hölderlin qui illustre peut-être le mieux la réalité de l'époque que nous vivons : « Là où croît le péril... croît aussi ce qui sauve »

Lazare Maurel, rédacteur pour la Revue Politique et Parlementaire